



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Reçu en préfecture le 13/10/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20251009-2025_61-DE



DÉLIBÉRATION

2025/61

MODALITES DE DEFRAIEMENT ET DE REMUNERATION DES INTERVENANTS AU CDG 62

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 9 Octobre 2025 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois

- ♦ **Etaient présents** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 ;

Vu la délibération n°2018-47 du Conseil d'administration en date du 11 juillet 2018 fixant les modalités de défraiement des fonctionnaires intervenant pour le Centre de Gestion ;

Vu la délibération n° 2024-09 du Conseil d'administration en date du 26 mars 2024 fixant le barème de rémunération des intervenants pour les concours ou examens professionnels organisés par le Centre de Gestion ;

Vu la délibération n° 2024-37 du Conseil d'administration en date du 11 juillet 2024 relative aux frais de repas occasionnés par les déplacements professionnels pour le Centre de Gestion ;

Monsieur le Président rappelle au Conseil d'Administration que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais a délibéré le 11 juillet 2018 en vue de permettre la rémunération et le défraiement des intervenants fonctionnaires extérieurs au Centre de Gestion lors de manifestations organisées par lui, en se référant à la rémunération des intervenants pour les concours et examens professionnels, pour les épreuves d'admission.

Il indique que lesdits intervenants peuvent également être des agents contractuels de droit public ou des prestataires privés et qu'il convient donc de modifier la délibération sus visée pour étendre les possibilités de rémunération et de défraiement et simplifier les démarches permettant celles-ci.

Il précise que les modalités de remboursement des frais de repas des agents publics sont fixées par la délibération n° 2024-37.

Il propose :

- d'étendre à l'ensemble des agents publics précités le remboursement de leurs frais de transports, déplacements et de restauration selon les modalités de prises en charge autorisées et fixées par notre assemblée et dont les montants seront actualisés selon les textes en vigueur ;
- d'étendre la rémunération prévue pour les fonctionnaires aux intervenants contractuels de droit public, selon les modalités fixées par la délibération n°2024-09 et les coefficients en vigueur au jour de la manifestation ;
- de ne plus demander aux intervenants une autorisation de cumul d'activité, document qui relève de leur relation avec leur employeur ;
- de rémunérer les intervenants de droit privé sur la base d'une facturation de prestation de service sous réserve d'un devis préalablement accepté.

Il demande aux membres du Conseil d'administration :

- de l'autoriser à mettre en place dans les conditions présentées ci-dessus la prise en charge des frais occasionnés par les intervenants extérieurs pour le Centre de Gestion lors de diverses manifestations organisées par lui ;
- d'autoriser le mandatement des sommes correspondantes.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* Monsieur le Président à mettre en place dans les conditions présentées ci-dessus la prise en charge des frais occasionnés par les intervenants extérieurs pour le Centre de Gestion lors de diverses manifestations organisées par lui ;

- ♦ *AUTORISE* le mandatement des sommes correspondantes.

Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Reçu en préfecture le 13/10/2025

Publié le



ID : 062-286200027-20251009-2025_61-DE

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 9 octobre 2025

Le Président,

René HOCQ